**Zeitschrift:** Vermessung, Photogrammetrie, Kulturtechnik : VPK = Mensuration, photogrammétrie, génie rural

**Herausgeber:** Schweizerischer Verein für Vermessung und Kulturtechnik (SVVK) = Société suisse des mensurations et améliorations foncières (SSMAF)

**Band:** 89 (1991)

**Heft:** 1

**Artikel:** La Suisse et son industrie face au Marché unique

**Autor:** Fasel, E.

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-234563

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 04.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# La Suisse et son industrie face au Marché unique

*E. Fasel*

**A force de volonté, de savoir-faire, mais aussi de chance, la Suisse est devenue une place financière et une nation industrielle en vue. Nos industries, nationales ou multinationales, ont su et sauront s'adapter au Marché unique.**
**La Confédération helvétique s'approche cependant de son 700e anniversaire dans une ambiance morne, symptomatique d'un réel malaise, dû au vieillissement de nos institutions que révèlent l'abstentionnisme, la médiocrité du personnel politique, la perte de substance du fédéralisme, l'effritement de la cohésion nationale, la perte de crédit des partis politiques, etc.**
**La Constitution fédérale a apporté en 1874 des recettes sociales et politiques excellentes et des concepts judicieux tels que la démocratie directe, le fédéralisme, la neutralité. Mais depuis 1874, la situation géo-politique s'est totalement modifiée et nos institutions auraient besoin d'un sérieux lifting, qui permette à la Suisse de s'approcher à temps de l'Europe politique en voie de naître. A défaut, la Suisse perdrait rapidement son autonomie, son indépendance et jusqu'à sa dignité. Et les grandes entreprises devraient faire et feraient face à la nouvelle situation sans elle.**

***Aus eigenem Antrieb, aber auch dank der Gunst der Zeit, ist die Schweiz ein Industriestaat und Finanzplatz geworden. Heute passt sich unsere Industrie bereits den Veränderungen des Europa- und Weltmarktes an und sie wird sich auch weiter anpassen.***
***Die Eidgenossenschaft nähert sich ihrem 700jährigen Geburtstag in einem düsteren Umfeld mit Krankheitssymptomen wie alternden Institutionen, Mittelmässigkeit der Politik, Substanzverlust des Föderalismus, Bröckeln des nationalen Zusammenhaltes, Verlust der Glaubwürdigkeit der politischen Parteien.***
***Die Bundesverfassung von 1874 hat ausgezeichnete soziale und politische Vorgaben und vernünftige Konzepte geschaffen wie direkte Demokratie, Föderalismus, Neutralität. Aber seit 1874 hat sich die Situation total verändert und unsere Institutionen hätten ein ernsthaftes «Lifting» nötig, das der Schweiz erlaubt, sich rechtzeitig dem werdenden Europa anzunähern. Sonst wird die Schweiz rasch ihre Unabhängigkeit und Würde verlieren. Die grossen Unternehmen müssten und würden ohne sie der neuen Situation gegenübertreten.***

Lorsqu'il sera question, dans mes réflexions, d'industrie ou de l'industrie suisse, il va sans dire – mais je veux le souligner quand-même! – que mes propos n'engagement que votre serviteur, c'est-à-dire le citoyen intégré dans l'économie que je suis. L'économie suisse n'existe pas. Il existe des entreprises et des hommes et des femmes qui y travaillent – et qui les dirigent. (Notez que l'un ne doit pas obligatoirement exclure l'autre. Encore que ...) Il est donc normal qu'elle s'exprime avec de nombreuses voix, souvent complémentaires, parfois contradictoires.
Cette précaution étant prise, venons-en au sujet qu'on m'a demandé de traiter:
Pauvre de toi! me suis-je exclamé, en m'y préparant – subissant sans doute un accès de pessimisme, Dieu merci passager. En effet, comment peut-on

- entretenir d'honnêtes citoyennes et citoyens d'industrie et d'économie sans les *ennuyer?*
- parler de la Suisse, en cette fin de siècle, sans se mettre à *«chialer»?*
- philosopher sur l'intégration européenne, sans être à peu près certain de se *planter?*

Ces trois questions se prêtent avantageusement à servir de programme et me permettent de grouper mon exposé en trois parties:

- l'industrie suisse
- l'état de la Suisse
- ces deux (l'industrie et la Suisse) face à l'Europe.

## 1. L'industrie suisse

*Alfred Sauvy,* éminent sociologue genevois, dit que «la Suisse est un pays pauvre – riche de ses habitants». Et il poursuit: «Supposons que l'on intervertisse les populations de la Suisse et du Pakistan; trente ans plus tard, le territoire helvétique serait une terre de misère, tandis que les Suisses auraient reconstitué une île de prospérité en Asie».
On ne saurait mieux illustrer la formidable réussite économique de la Suisse depuis trois générations. Car, avant d'être no 1 ou 2 dans le hit-parade mondial des revenus par tête d'habitant, nos aïeux ont connu la misère et la faim. Ce n'est après tout qu'en 1816 que le tsar de Russie, Alexandre Ier, envoie cent mille roubles à son ami Lausannois de la Harpe, «pour soulager la misère des Suisses».
Depuis, les choses ont bien changé. A force de volonté, de savoir-faire et, sans doute aussi, avec une bonne portion de chance que certains n'hésitent pas à nommer la Divine Providence, notre pays est devenu une place financière en vue, tout comme une nation industrialisée que respectent les marchés mondiaux. Grâce à des entrepreneurs originaux, dont le génie égalait souvent l'originalité, et qui avaient nom Henri Nestlé, Brown, Boveri, les Frères Sulzer, Edouard Sandoz et bien d'autres, les Helvètes ont su imposer au monde des produits innovateurs en même temps que des organisations industrielles dont la plupart, à des âges fort avancés de 100 à 150 ans, continuent de prospérer allégrement.
Cela est vrai aussi et surtout en Europe. La plupart de nos multinationales ont su s'adapter sans trop de mal, voire avec un franc succès, aux modifications structurelles, politiques et économiques qui ne cessent de déferler sur le vieux continent depuis la fin de la Deuxième Guerre et, plus encore, depuis le Traité de Rome de 1957. Ainsi, ces joyaux de l'industrie sont aujourd'hui tout à fait intégrés dans les douze pays formant la Communauté et ne craignent pas outre mesure l'arrivée de la date fatidique du 1er janvier 1993.

## 2. L'état de la Suisse

Peut-on en dire autant de la Confédération helvétique? Donne-t-elle des signes d'optimisme et d'une particulière vitalité, se lance-t-elle avec enthousiasme dans les bras du 21ème siècle? Le hasard et parfois l'histoire faisant bien les choses, le 700ème anniversaire des débuts de cette «Eid-Genossenschaft» semblait nous permettre de marquer, à la fois, notre gratitude envers le passé et notre confiance en l'avenir. Et patatras!
Les Français ont fêté leur Bicentenaire avec l'exagération que nous leur connaissons et un faste à la hauteur des prétentions monarchiques de l'actuel locataire socialiste de l'Elysée. Cela dit, si vous me passez l'expression, ça avait de la gueule!

---

Exposé à l'occasion de la 75e assemblée générale du Groupe patronal de la Société suisse des mensurations et améliorations foncières le 29 juin 1990 à Charmey.

Or, comparée aux 700 ans de Mère Helvétie, la Marianne française n'est, après tout, et nonobstant ses deux siècles d'existance, presque qu'une gamine.
Il est normal, cependant, que chez nous les choses se fassent plus discrètement.
Ce qui me choque, en revanche, c'est l'ambiance morne dans laquelle se prépare cet anniversaire. A croire que le bouillant Marco Solari soit le seul Helvète à s'en réjouir vraiment!
Personnellement, je vous avouerai que l'enthousiasme plus que tempéré qui préside à ces préparatifs me paraît symptomatique d'une profonde incertitude, voire d'un réel malaise helvétique.
Que s'est-il donc passé pour que nous nous sentions si peu fiers du passé de notre pays et si réservés quant à son avenir?
Le fameux cycle, qui veut que «la Suisse fait les Suisses qui font la Suisse», se serait-il brisé?
Peut-être pas. Ou pas encore. Mais ce qui me paraît indiscutable – et terriblement inquiétant – c'est que nos institutions vieillissent mal. Les symptômes en sont nombreux et révélateurs. Vous voulez des exemples? En voici juste quelques-uns:

- *La démocratie,* qui n'a de directe ou semi-directe plus que le nom, à cause de la majorité absolue et permanente des abstentionnistes.
- La médiocrité du *personnel politique* et les défaillances qui s'en suivent.
- Notre *fédéralisme,* qui perd à la fois de sa vigueur et de sa substance. Inventé pour protéger les ethnies cantonales contre des ingérences par trop étouffantes de la part de «Berne», il est réduit, peu à peu, à un simple frein permettant à des cantons – devenus unités plus administratives que véritablement politiques – de s'opposer (par égoïsme, incompétence et/ou simple paresse) au progrès politique, économique et social de la Confédération dans son ensemble.

La *cohésion nationale,* elle aussi, s'effrite. La règle de G.-A. Chevallaz qui voulait que «les Suisses s'entendent bien parce qu'ils ne se comprennent pas», évolue vers un stade inquiétant, où six millions de prétendus «Confédérés» ne se parlent plus guère, simplement parce qu'ils s'en moquent. L'indifférence qui prépare l'intolérance s'insinue avec persévérance dans les rapports entre les communautés linguistiques et les couches socio-professionnelles.
Les *Partis politiques* se surpassent en banalité et insignifiance. Les quatre grands que plébiscitaient jadis plus de 90% des citoyens fondent comme neige au soleil. Au profit de qui ou de quoi? De groupements égoïstement tournés vers des problèmes souvent réels, mais très ponctuels, tels que la protection de l'environnement, la surpopulation étrangère, les questions d'asile, quand ce n'est pas, plus trivialement, l'automobile ou le sport.
La *culture,* les cultures devrais-je dire, résiste mal aux attaques intempestives et permanentes d'une tv domestique aux trois P comme pauvre, polissone et pernicieuse. Quant aux télévisions étrangères, elles finiront par venir à bout du peu qui reste à nos adolescents et futurs citoyens de culture historique, géographique et politique suisse.
Nous pourrions poursuivre cette liste et parler de l'*école,* devenue, dans de nombreux cantons, le cobaye, sur lequel s'exercent des charlatans pseudo-pédagogues fort éloignés des sentiers battus, certes, mais au moins fiables, des Pestalozzi et autres Père Girard d'antan. Ou des *églises,* souvent plus promptes à véhiculer les dernières théories socialo-marxisantes qu'à exercer leurs talents sur le marché pourtant demandeur de la spiritualité et de la charité chrétienne. Nous pourrions aussi jeter un coup d'œil sur les omniprésentes «affaires» de tous crins; parler des trop fameuses «fiches» ou simplement relire les comptes rendus de certains débats parlementaires. Mais ce serait véritablement trop triste. Passons!

Tout cela ne signifie pas, bien entendu, que la maison Suisse va mettre la clé sous le paillasson et fermer sous peu, ni que sa faillite institutionnelle et politique soit imminente. Force nous est, en revanche, de constater que le chemin parcouru en trente ans par la plus ancienne démocratie du monde en fonction l'a éloignée sur pratiquement tous les plans de la perfection dont elle s'était pourtant si fortement approchée.
Au refrain tant prisé du «Y'en a point comme nous» pourrait bien succéder, un jour, la triste image de Jean, le vaillant armailli de l'Abbé Bovet, qui, au sommet ou presque du Moléson, donc tout près d'ici, pleurait «de tout son cœur sur les débris de son bonheur».
Cette idée nous étant insupportable, que pouvons-nous faire pour redresser la situation?
Je crois d'abord que les raisons de ce déclin ne sont pas exclusivement – et même pas essentiellement – le fait de notre seul pays ni de sa seule population. C'est le monde qui nous entoure et le monde tout court qui ont changé:
Depuis que notre Constitution fédérale actuellement en vigueur a jeté, le 29 mai 1874 – et «Au Nom de Dieu Tout-Puissant!» – les bases de notre Etat et de ses institutions, l'Europe s'est plusieurs fois entredéchirée: des empires se sont défaits, de nombreux Etats se sont constitués, d'autres ont disparu, l'impérialisme soviétique a tiré un rideau de fer à travers l'Europe, celle-ci s'est découverte une vocation confédérale, le mur de Berlin est tombé, le communisme agonise, et le Gouvernement français a changé les règles de l'orthographe...
Depuis 1874, deux bombes atomiques ont éclaté, le téléphone, la radio, puis la télévision ont conquis la planète. De nouvelles technologies ont révolutionné toutes les activités humaines. La morale, les affaires, les goûts, les aspirations des hommes ainsi que la répartition des richesses, et donc du pouvoir entre eux, ont fondamentalement changé à plusieurs reprises.
Nicolas II, Hitler, François-Joseph, de Gaulle, Saint Pie X, Henry Dunant et Rudolf Minger ont passé par là, pour ne citer qu'eux et se limiter à l'Europe.
De la Palisse trouverait sans doute que littéralement plus rien n'est pareil, en 1990, à ce qui était en 1874.
Quoi d'étonnant, donc, que des recettes sociales et politiques, excellentes pour nos triples aïeux, marquent le pas aux yeux de nos petits-enfants? Pourquoi se raidir à l'idée que des concepts aussi judicieux et aussi prestigieux que la démocratie directe, le fédéralisme, voire la neutralité ou le secret bancaire puissent s'essouffler en cinq générations et avoir besoin, au mieux d'un sérieux lifting, et peut-être de successeurs?
La Suisse a besoin, pour survivre, de renaître! Comment? Cette question nous permet, sans transition, d'aborder le troisième chapitre de ces quelques réflexions.

## 3. La Suisse face à l'Europe

Car voici que, tout autour de nous, d'autres semblent pris par une fébrile vitalité innovatrice. Si elle a sans doute de quoi réjouir d'aucuns et en épater d'autres, elle est cependant aussi susceptible d'en effrayer plus d'un. Non contents de mettre fin à leur haine mortelle séculaire, voici que les Français tombent dans les bras des Allemands et vice-versa. A peine les droits de douane abolis, on parle sérieusement, à Dublin en début de semaine, d'une monnaie commune ou, à plus brève échéance, de parités fixes autour du serpent. Et dans moins de 30 mois, on traversera 12 pays sans même un passeport.
Bref, le doute n'est plus permis: A l'*Europe économique* – celle que Raymond Barre appelait jadis l'Europe du fric – et qui est désormais solidement établie, c'est une *Europe politique* qui paraît, demain, prête à emboîter le pas.
Mais attention: qu'est-ce que Europe veut dire au juste? Va-t-on embarquer pour cette formidable croisière, en laissant sur la rive le seul pays européen privé d'accès directs aux océans? Veut-on constituer le corps de cet «homo europaeus» en le privant de son *cœur* naturel et fonctionnel? Peut-on imaginer un calendrier européen passant directement du couronnement à

Rome, en l'an 800, de Charlemagne comme Chef de l'Empire néo-romain, au Marché unique de 1992, sans même un arrêt, en 1291, en Helvétie?
Poser cette question, c'est interroger la Suisse sur ses intentions européennes à moyen terme. Voulons-nous, devons-nous, pouvons-nous adhérer à la Communauté? Celle-ci voudra-t-elle de nous? Et à quel prix?
Il n'est pas dans mon propos – ni d'ailleurs dans mes compétences – de répondre, en bloc et en quelques mots, à l'ensemble de ces questions. Vous aurez deviné sans peine cependant, que «je serais plutôt pour». Je ne suivrai donc pas, sur ce point, la sage devise vaudoise: «je ne suis ni pour ni contre, bien au contraire!» On a pourtant l'impression que cette attitude n'est pas inconnue au Palais fédéral et que, parmi les conseillers de M. Felber, plus d'un s'en inspire lorsqu'il est question de l'Europe.
Apparemment, nous avons le temps: ce n'est pas du jour au lendemain que les choses vont se détériorer. Et Dublin vient de confirmer que les rencontres dites «au sommet» volent souvent particulièrement bas et n'excellent pas en efficacité.
En réalité, le temps presse au contraire. Pour la Suisse et sa position face à l'Europe, le temps n'arrangera rien.
En revanche, plus la Communauté s'approchera de sa vitesse de croisière, et plus elle deviendra exigeante – et demain peut-être arrogante voire impertinente – envers ses voisins. Rappelons-nous la fameuse lettre que Napoléon adressa aux Suisses en 1802: «Habitants de l'Helvétie», tonnait le Premier Consul, «vous offrez depuis deux ans un spectacle affligeant». Parions que des Delors, Kohl et autres Thatcher sauraient facilement reprendre à leur compte des propos de ce genre et surtout leur ton, s'ils en avaient le pouvoir.

*Comment les en empêcher?*

En nous rapprochant de Bruxelles? Oui, sans doute. Car l'isolement, le «Alleingang», serait suicidaire, au plan tant politique qu'économique:
*Politiquement,* nous l'avons vu, la Suisse perdrait rapidement (espace 10 ans) son autonomie, son indépendance et jusqu'à sa dignité, si elle voulait rester à l'écart d'une concentration continentale aux effets planétaires.
*Economiquement parlant,* nous risquons la confusion. Les grandes entreprises, nous l'avons vu également, sont prêtes et sauront faire face à presque n'importe quelle situation. Mais elles le feront avec la Suisse ou – le cas échéant – sans elle.
C'est un point essentiel du débat que Berne a tendance de négliger. Si la Suisse devait faire l'objet de pressions protectionnistes de la part de Bruxelles, les compagnies helvétiques devraient réagir. Et lorsque leur prospérité et, à fortiori, leur survie en dépendent, il est peu probable qu'elles choisissent le martyre: solidarité oui, suicide non!
En *conclusion,* tant l'évolution raisonnablement prévisible de l'Europe que l'intérêt à la fois politique et économique de la Suisse suggèrent que les deux se rapprochent.
Reste à savoir quand et comment.

*Quand?*

Cela dépend de Bruxelles et de Berne. La lenteur de nos amis bernois étant bien connue, il n'y a pas d'illusions à se faire de ce côté-là. Plus sérieusement, je crois raisonnable de tabler sur une décennie pour nous permettre de nous faire, d'abord à l'idée, et puis aux dures réalités de l'intégration. Car ce sera inévitablement très dur!
Quant à la position de la Communauté, le Président Mitterrand vient de la résumer dans son interview du 20 juin 1990 dans «Le Monde»: «Nous avons en souffrance les demandes d'adhésion de l'Autriche et de la Turquie. Je pense qu'il serait sage de parfaire la cohésion des Douze avant d'aller plus loin. Ce qui reporterait toute nouvelle adhésion après 1992.»
A plus long terme, mettons dans dix ans, je considère personnellement l'entrée de la Suisse dans la communauté à la fois comme une nécessité et une chance pour les deux parties.

*Et comment?*

Certains considèrent l'Espace Economique Européen, qui se négocie depuis huit jours à Bruxelles, comme la panacée. Ce n'est pas mon cas. Je ne crois pas qu'il faille renoncer à des éléments clés de notre souveraineté nationale sans acquérir, en contre-partie, la qualité de membre – et donc un droit de cogestion et de co-organisation – dans l'organisation supra-nationale en cause. Et puis, je ne crois pas à la réalisation tout court de ce projet vague, mal défini et boiteux.
Je ne serais donc ni surpris ni déçu si les négociations en cours n'aboutissaient à rien. Mais tant mieux si je me trompe sur ce point, car tout ce qui contribue à diminuer notre isolement par rapport à la Communauté va dans le bon sens et mérite d'être encouragé.
La création d'une Europe unie, quelle merveilleuse aventure! Ce serait trop dommage de ne pas y participer et irresponsable de priver nos enfants d'en faire partie.
Nous avons beaucoup à recevoir, certes, mais nous ne nous présentons pas non plus les mains vides. Notre expérience pluriséculaire du multilinguisme et de la pluriculture nous a forcés à la créativité institutionnelle et à l'innovation politique.
C'est exactement ce qui manque aujourd'hui à la Commission et à ses technocrates. Allons les aider! Sans fausse modestie ni prétentions exagérées. Mais conscients de nos valeurs, et disposés à les partager.
En un mot, puisqu'il semble difficile de rattacher l'Europe à la Suisse, je suis persuadé qu'il nous faut rattacher la Suisse à l'Europe.

Adresse de l'auteur:
Edgar Fasel
71, chemin des Colombaires
CH-1096 Cully